Second tour de la présidentielle - Ni Le Pen la Peste, ni Macron le Choléra : unité pour résister et mettre en échec leur politique

Comme le voulaient depuis le début les dirigeant-e-s de la bourgeoisie (notamment à travers leurs médias et leurs instituts de sondage), le second tour de la présidentielle verra donc de nouveau s'affronter deux de ses pires candidat-e-s, Macron et Le Pen.



Cette élection a largement été une mascarade : tout a été fait pour nous présenter ce résultat comme inévitable, et cela a fortement contribué à démobiliser l'électorat populaire, avec une forte abstention pour une élection présidentielle.

Torpillage de la candidature Mélenchon par le reste de la « gauche »

Pourtant, la dynamique de la campagne menée par Jean-Luc Mélenchon (à laquelle nous avons participé activement tout en critiquant les impasses réformistes de son programme) n'a pas été loin de faire mentir les pronostics, avec une montée en puissance progressive qui lui a permis de dépasser son résultat de 2017.

Malheureusement, les autres candidat-e-s de gauche (y compris l'extrême gauche) ont décidé d'empêcher la qualification de Mélenchon pour le second tour. Fabien Roussel a maintenu jusqu'au bout sa candidature, alors que son programme était largement compatible avec celui de l'Union populaire et que le PC avait participé activement aux deux précédentes campagnes de Mélenchon. À elles seules, les voix de Fabien Roussel auraient suffi à faire gagner Mélenchon. Le PC porte une responsabilité majeure dans le résultat désastreux de cette présidentielle.

De leur côté, les représentant-e-s de la gauche bourgeoise, PS et EELV, se sont non seulement maintenu-e-s face à Mélenchon malgré les très faibles scores que leur prédisaient les sondages, mais ont en outre consacré une bonne partie de leur campagne à taper sur Mélenchon de la façon la plus inadmissible, en le présentant comme un « agent de Poutine », un dictateur en herbe, etc., au lieu de destiner leurs principaux coups à Macron, à la droite et à l'extrême droite. Mais cela ne nous étonne pas : ces gens-là ont choisi leur camp depuis des décennies, en gouvernant pour la bourgeoisie en alternance avec la droite, trahissant même les principes et les valeurs

de la gauche réformiste.

Quant à l'extrême gauche, à travers ses deux candidats Artaud et Poutou, son cas n'est évidemment pas comparable, car elle a toujours présenté des candidat-e-s alternatifs à ceux de la gauche réformiste, pour profiter de la tribune médiatique qu'offre la présidentielle, alors qu'habituellement elle n'a guère accès aux médias. Cependant, il est regrettable que ces candidatures aient contribué à empêcher la qualification de Jean-Luc Mélenchon pour le second tour, sans pourtant défendre réellement un programme révolutionnaire audible pour les travailleur/se-s. Philippe Poutou, en particulier, malgré sa relative popularité, s'est contenté de sorties radicales contre le système capitaliste et les politicien-ne-s, sans proposer des idées claires de rupture révolutionnaire, notamment sans défendre centralement la perspective du pouvoir des travailleur/se-s et d'expropriation des grands groupes capitalistes, si bien que sa différence de fond avec Mélenchon n'a pas vraiment été perçue.

Et maintenant ?

Pour le second tour, l'extrême droite se rassemble autour de Le Pen, comme c'était prévu, entraînant même avec elle quelques représentant-e-s de la droite classique. De l'autre côté, l'essentiel de celle-ci, toute la gauche bourgeoise et même le PC appellent sans surprise à voter Macron.

Mélenchon et l'extrême gauche, en revanche, refusent d'appeler à voter pour Macron, tout en rejetant évidemment la candidature de Le Pen. C'est juste, car nous savons très bien que Macron a toutes les chances, s'il est élu, de garder aussi la majorité à l'Assemblée nationale et d'avoir donc une position de force pour mener au pas de charge les contre-réformes que la crise du COVID lui ont fait reporter, notamment pour briser nos droits à la retraites, les dispositifs d'assistance sociale, le statut des enseignant-e-s, etc. En même temps, il continuera comme depuis cinq ans sa politique d'abandon des quartiers populaires, de chasse aux migrant-e-s sans papiers et de refus d'accueillir les réfugié-e-s, surtout s'ils/elles ne sont pas blanc-he-s.

Quant à Le Pen, si elle arrive au pouvoir, elle déchaînera sa politique raciste contre les étrangers, tandis que les sbires fascistes n'hésiteront pas à violenter les personnes racisé-e-s, notamment musulmanes, les féministes, les militant-e-s d'extrême gauche. Pourtant, il est peu probable que Le Pen puisse avoir une majorité d'extrême droite à l'Assemblée, elle annonce d'ailleurs sa volonté de gouverner avec une « union nationale » et cela ouvrira forcément une période de « cohabitation » d'un nouveau genre, une instabilité politique qui rendra politiquement plus compliquée la mise en œuvre des contre-réformes.

En un mot, entre Macron ou Le Pen, il y aura certainement des différences tactiques, mais leur politique sera désastreuse pour les travailleur/se-s et les opprimé-e-s. Or les travailleur/se-s et les opprimé-e-s n'ont pas à choisir la sauce à laquelle ils/elles seront mangé-e-s. De toute façon, il y a loin de la coupe aux lèvres : ce n'est pas l'élection à

elle seule qui permet de décider d'une politique, mais le rapport de forces social global, dont l'élection n'est qu'une élément.

Désormais, la seule solution pour notre classe et notre camp social en général est de se préparer à bloquer les contre-réformes sociales et les mesures racistes de Macron/Le Pen. Il ne faut pas se laisser abattre par le résultat des élections, mais se réunir sans attendre en Assemblées générales et constituer dès maintenant, dans l'unité, des comités de résistance partout dans le pays, dans les entreprises et les établissements, les quartiers et les villages, sur les places et les ronds-points. Après la trop longue séquence électorale qui a paralysé l'action, seule l'auto-organisation pourra permettre aux travailleur/se-s et aux opprimé-e-s de se retrouver sur le terrain des luttes, à la fois sociales et anti-racistes (intégrant donc la nécessité de l'anti-fascisme).

En même temps, les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier et les associations féministes, anti-racistes, écologistes, progressistes doivent réaliser un front uni, se rassembler sur la base d'une plateforme revendicative (nous ferons prochainement une proposition en ce sens) et préparer les conditions d'une mobilisation unie et massive, jusqu'à la grève générale s'il le faut, pour bloquer les contre-réformes qui nous attendent.

Après la mascarade électorale, place à la lutte de classe !

Tendance CLAIRE du NPA,

10 avril 2022, 22h30

Tendance CLAIRE, le 10 avril 2022